



LES RÉPUBLICAINS – VAL-DE-MARNE AUTREMENT



Les Val-de-Marnais ne doivent pas être les victimes de la politique parisienne !

À Paris, la bataille pour les élections municipales est lancée ! Et avec elle, son lot de propositions pour l'avenir de la capitale... et bien au-delà ! À chacun son plan pour Paris : périphérique à 50 km/h, suppression du périphérique, agrandissement de Paris avec les villes limitrophes... et nos communes dans tout cela ? Nous sommes les grands oubliés de ces discussions et nous disons ça suffit !

Dès 2016, nous dénonçons le caractère unilatéral de la fermeture des voies sur berges décidée par la maire de Paris, sans concertation sérieuse avec le Département et la Région.

Depuis, plusieurs rapports ont montré les effets négatifs de cette décision : augmentation sans précédent des temps de parcours, accroissement des bouchons sur l'A86 avec un impact négatif sur la pollution de l'air qui s'est simplement déplacée vers nos communes, impact négatif sur l'économie : perte de chiffre d'affaire pour les commerçants, retards...

Après cette décision, unanimement dénoncée, qui a même fait l'objet d'une annulation par la justice, Paris a un autre plan pour le périphérique : **réduire drastiquement la circulation pour le transformer en un simple boulevard urbain à deux voies limité à 50 km/h, que l'on peut traverser avec des feux.**

Ces mesures sont proposées par la mission d'information et d'évaluation sur l'avenir du périphérique, composée d'élus Parisiens, elles sont largement soutenues par la maire de Paris et seront débattues le 11 juin prochain au Conseil de Paris.

Pour le Val-de-Marne, cela veut dire plus de voitures sur les axes déjà surchargés comme l'A86 donc plus d'embouteillages, plus de pollution, plus de bruit...

Que la Maire de Paris ou les candidats à la mairie veuillent améliorer la qualité de l'air et faire baisser le bruit dans la capitale est

un objectif que chacun peut comprendre et soutenir. Mais **que les élus Parisiens prennent seuls des mesures qui ont des conséquences importantes sur notre vie quotidienne, ce n'est pas acceptable.**

Nous sommes favorables à une réflexion partagée sur ces problématiques. Mais pour que la lutte pour améliorer la qualité de l'air soit véritablement crédible, encore faudrait-il réaliser les **nouvelles infrastructures de transports en commun dont les Val-de-Marnais ont besoin pour abandonner leurs voitures.** D'autant que contrairement aux Parisiens, les Val-de-Marnais n'ont pas tous une station de métro à moins de 500 mètres de chez eux et que la réalisation complète du Grand Paris Express ne cesse de prendre du retard.

Par ailleurs, nous venons d'apprendre qu'une nouvelle menace pèse sur la ligne de fret reliant le MIN de Rungis et le MIN de Perpignan, faute d'accord entre les transporteurs et la SNCF. Déjà il y a deux ans, les élus du groupe étaient montés au créneau pour défendre cette ligne de fret qui dessert le MIN de Rungis et convoie plus de 400 000 tonnes de fruits et légumes par an. Le Gouvernement ne peut pas tenir des discours sur l'écologie et cautionner cette fermeture qui conduirait à la circulation de **25 000 camions supplémentaires par an sur nos routes.** Nous dénonçons ce non-sens écologique qui impacterait lourdement le Val-de-Marne et demandons de nouveau à ce que tout soit mis en œuvre pour que cette ligne de fret reste ouverte. ■

Privatisation d'ADP

Le Conseil constitutionnel a validé le jeudi 9 mai le projet de référendum d'initiative partagée visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris, déclenché il y a plusieurs semaines par près de 250 parlementaires de tous bords. C'est la première fois qu'une telle démarche, introduite par la réforme constitutionnelle de 2008, est engagée.

Prochaine étape : recueillir en neuf mois, par voie électronique, l'approbation d'au moins 10% du corps électoral, soit plus de 4,7 millions de personnes. Opposés à cette privatisation pour des raisons économiques et écologiques évidentes, nous participerons à cette nouvelle étape et vous tiendrons informés ! Affaire à suivre...

Olivier CAPITANIO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFFLE, Jean-François LE HELLOCO, Déborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Nicolas TRYZNA, Julien WEIL, Métin YAVUZ

Écrivez-nous sur : groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page www.facebook.com/94autrement